

Discours de la Coalition de la Société civile à la Plénière de Brisbane
10 décembre 2017

Honorable Président du Processus de Kimberley

Honorable Vice-Président,

Chers Présidents des différents groupes de travail,

Chers Représentants de gouvernement ici présents, chers représentants de Pays participants,

Distingués Membres du Conseil mondial du diamant,

Chers Observateurs, chers Invités du Président du PK,

Chers amis et collègues,

Mesdames et Messieurs.

Une fois de plus au nom de la coalition de la société civile, je voudrais remercier le président pour l'accueil chaleureux que nous avons reçu ici à Brisbane.

Mesdames et Messieurs.

Au démarrage de cette plénière, la coalition de la société civile ressent le besoin de souligner l'importance des pourparlers à venir non seulement avec le Processus de Kimberley en tant que forum multilatéral mais aussi comme mécanisme de lutte contre les diamants de conflit et de bonne gouvernance.

Je suis devant vous aujourd'hui comme membre du troisième pilier de ce qui était autrefois un forum multilatéral pionnier.

Ce forum avait deux objectifs: empêcher la circulation des diamants de conflits et rassurer les consommateurs.

Le rôle de la coalition de la société civile du PK à cet égard vient de sa forte contribution au soutien de la mise en œuvre technique dans les pays producteurs artisanaux – comme soulignée dans l'approche régionale au niveau des pays de l'Union du Fleuve Mano (A savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone) et aussi le travail de tous nos membres dans leurs pays respectifs.

Cependant, cela vient aussi de son rôle unique et indispensable en tant que gardien, garantissant la crédibilité du KP. La combinaison de nos membres venant d'Afrique, proche des communautés artisanales et des membres des pays du nord plus proche des consommateurs est la clé de la traduction, la valeur et la pertinence de nos messages.

Ce n'est qu'en mettant ouvertement en évidence les lacunes et les limites du PK de manière critique, en suggérant des domaines d'amélioration que la société civile peut rassurer les consommateurs et que le mécanisme du PK peut effectivement réussir. Selon les paroles de notre hôte, le Président actuel du PK, c'est cette confiance continue des consommateurs qui «sous-tend la valeur que les gens accordent à ce merveilleux produit».

Garantir la confiance du consommateur aujourd'hui, nécessite de maintenir la crédibilité de la société civile. Les acteurs de la Société civile doivent être capables d'opérer avec indépendance et intégrité, et avoir à la fois le dynamisme et la capacité pour faire son travail et jouer pleinement son rôle.

Nous devons être libres de toute influence ou ingérence afin de pouvoir nous concentrer sur la conformité. C'est pour cette raison que les membres de la coalition évitent activement les liens politiques ou commerciaux, en mettant en place des exigences selon lesquelles le financement doit être pleinement respectueux de la nécessité d'être critique.

Toute discussion sur un Fonds multi-donateurs doit tenir compte de ce principe. Le financement ne doit pas être utilisé en vue d'instrumentaliser ou contrôler la société civile à des fins commerciales ou politiques. Malheureusement, des événements récents au sein du PK nous poussent à penser à cette tentative.

En effet, le financement partisan de l'industrie s'est accompagné de tentatives visant à saper l'indépendance de la société civile et à affaiblir son rôle dans le PK en essayant d'intégrer de nouveaux membres comme une sorte de société civile parallèle.

La Coalition de la Société civile maintient son droit de déterminer sa propre composition afin de s'assurer qu'elle peut garantir le caractère et la capacité de ses membres comme dignes de crédibilité vis-à-vis du monde extérieur.

La Coalition de la Société civile représente les organisations et les personnes avec lesquelles nous travaillons. Nous ne sommes pas ici en tant qu'individu mais nous travaillons ensemble en tant que Coalition. Le PK n'est pas une question de culte de

la personnalité mais un effort collectif et inclusif pour avancer la gouvernance du secteur du diamant. La Coalition reste ouverte à toute organisation de la Société civile conformément aux règles et procédures internes.

Lors de la conférence sur le diamant Africain à Bruxelles le mois dernier, les représentants de l'industrie ont souligné le fait que la demande des consommateurs pour des diamants responsables devenait de plus en plus urgente - à un moment où les diamants perdent leur part du marché des produits de luxe.

Tandis que les associations de producteurs de diamants renforce la demande de diamants grâce au marketing générique, les ONG et autres continueront à souligner et à critiquer l'implication des diamants non seulement dans la poursuite des conflits, mais aussi dans d'autres activités inacceptables telles que les violations des droits de l'homme, le financement du terrorisme et autres.

Le PK doit se réveiller et s'occuper de ces problèmes. L'utilisation répétée de statistiques datées comme la réduction des conflits à 0,2% dans le commerce mondial pour auto-félicitations est trompeuses sur les réalisations du PK et maintient le PK dangereusement engourdi par son inefficacité et en est venu à représenter un mensonge public.

Cette statistique a été formulée en 2006, en s'appuyant sur les chiffres des participants au PK de 2004 pour conclure que les diamants alors sous embargo des Nations Unies représentaient environ 0,2% de la production mondiale en volume. Non seulement cette réévaluation date de longtemps, mais elle nécessite également la formulation d'un pourcentage en valeur, en numéraire pour fournir un aperçu plus clair de l'efficacité de PK.

Les experts de l'ONU ont estimé que la République centrafricaine avait perdu 24 millions de dollars Américain à travers la contrebande de diamants entre seulement mai 2013 et fin 2014.

En effet, avant le remaniement gouvernemental de 2008, les pierres de la RCA se classaient au 6e rang mondial en valeur, tombant au 10e rang suite à une croissance subséquente du commerce illicite. Ce sont précisément ces pierres de grande valeur qui trouvent leur chemin aux États-Unis, en Europe, en Inde, en Chine et au-delà. À l'heure actuelle, personne ne connaît vraiment le volume ou la valeur de la production dans l'est de la RCA, où les pierres les plus précieuses seraient tirées.

Ces pierres continuent néanmoins d'accéder au commerce légal par le biais de réseaux illicites, ce qui permet à la production de conflits de prospérer.

En plus d'être un vecteur de pierres de conflit, le commerce illicite permet d'autres pratiques menaçant la paix et la sécurité internationales - à savoir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la grande criminalité.

Dès 2000, un consultant principal en diamants estimait que les pierres brutes illicites représentaient environ 20% du commerce mondial. Mais depuis l'augmentation épique de l'utilisation des paradis fiscaux comme centres commerciaux, on peut s'attendre à ce que ce chiffre ait sensiblement augmenté, surtout si, encore une fois, on se réfère à la valeur. Cela crée une chaîne d'approvisionnement discutable - et certainement cela ne favorise pas la réalisation des objectifs de développement durable, à moins que cette question ne soit traitée.

En juin dernier, la Coalition de la société civile du PK a décrit certaines réformes concrètes nécessaires pour aborder les questions clés de l'efficacité et de la pertinence du PK. Ceux-ci incluaient: l'intégration de la structure tripartite en augmentant les normes opérationnelles et en protégeant l'espace de la société civile; renforcer les contrôles internes, notamment par le partage d'informations et la coopération en matière d'application de la loi; renforcer la déclaration de Washington et améliorer l'examen par les pairs.

Nous nous félicitons de l'initiative visant à établir un secrétariat permanent du PK - mais nous devons nous assurer qu'une telle entité doit également conserver son indépendance et son intégrité. Nous nous félicitons également des discussions sur un Trust Found Multi-donateur, cependant, nous sommes préoccupés par le fait que la plupart des questions clés qui vont au cœur de la conformité et de la portée du PK devraient encore être concrètement ou explicitement débattues et cela mériteraient des espaces d'échanges dans les discussions à venir.

Sur ces mots, je tiens à vous remercier pour votre aimable attention.